

STOPPONS LE PROJET DESTRUCTEUR POUR LES LYCÉES PROS !

MARDI 18 OCTOBRE

À l'appel des organisations syndicales
SNUEP-FSU, SNEP-FSU, SNES-FSU, SNETAP-FSU,
SNUPDEN-FSU, SUI-FSU, CGT Educ'action,
CGT Enseignement privé, CGT Agri, SUD Éducation
SUD rural, SUNDEP-solidaires, Snetaa-FO, SNFOEP,
SE-UNSA SEA-UNSA, SNEP-UNSA, SNALC, CNT-FTE

Combattons :

- ▶ l'augmentation de 50 % des PFMP
- ▶ l'instrumentalisation des cartes de formation
- ▶ la suppression des grilles horaires nationales
- ▶ l'apprentissage

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE

+ 50 % DE STAGES = MOINS DE SEMAINES D'ENSEIGNEMENT

L'augmentation du nombre de semaines de PFMP, c'est le socle sur lequel s'appuie cette réforme. Le passage de 22 à 33 semaines en bac pro et de 12-14 à 18-21 en CAP revient à diminuer d'autant le nombre de semaines au lycée, donc le nombre d'heures disciplinaires. En conséquence, c'est la diminution du nombre de PLP.

En 2023, si le projet d'E. Macron aboutit, la préparation à un métier ne s'effectuera qu'en classe de 1^{re}. Les élèves n'auront quasiment plus d'heures d'atelier puisque l'entreprise aura la charge de les « former » !

Qui peut croire qu'apprendre « sur le tas » des gestes professionnels constitue une formation sérieuse à un métier ? Faire croire que l'entreprise serait formatrice est un leurre. La réussite des élèves à l'examen et les poursuites d'études seront sérieusement compromises. Les conséquences seront aussi dramatiques pour les postes des PLP des disciplines professionnelles.

À travers son projet de réforme, E. Macron passe sous silence un autre enjeu de taille : la pérennité du statut des PLP et l'existence du lycée professionnel public.

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE ET À LA MANIFESTATION !

RV à 11 h 00

A Lille, RDV devant le rectorat



ADAPTATION DES FORMATIONS AU DÉTRIMENT DES LYCÉEN·NES ET DES PLP

Certains secteurs d'activité (hôtellerie restauration, bâtiment, métiers de bouche...) sont désertés par les actifs·ves du fait des conditions salariale et de travail déplorables. Plutôt que d'obliger le patronat à revaloriser les métiers et améliorer les conditions de travail, le ministère préfère instrumentaliser la formation professionnelle des jeunes sortant de 3^e vers ces secteurs : les élèves n'auront donc plus réellement le choix de leur orientation. Il leur sera impossible de se former à un métier qui n'existe pas localement ou qui ne soit pas un métier dévalorisé. Leur mobilité future s'en trouvera alors limitée.

Côté PLP, avec la fermeture des filières dites « sans débouchés » et l'augmentation de la durée des stages, de nombreux·ses PLP perdront leur poste. Où iront-ils·elles enseigner ? Le président lui-même évoque déjà de nécessaires reconversions forcées, un plan social qui ne dit pas son nom.

Pour le SNUEP et la FSU, la carte des formations doit évoluer dans l'intérêt général du pays au prisme des grands enjeux écologiques, de la prise en charge du Grand âge, de la nécessaire réindustrialisation, du numérique... Chaque jeune, quel que soit le lieu géographique de son domicile, doit pouvoir trouver la formation de son choix.

VENTILATION LOCALE DES HEURES = FIN DES DIPLÔMES ET DE L'ÉGALITÉ



Le renvoi de la ventilation du volume d'enseignement général au niveau local est une remise en cause même du caractère national des diplômes professionnels. C'est aussi la remise en cause de la dimension émancipatrice de la formation des jeunes à laquelle participent toutes les disciplines. Les élèves n'auront plus accès à une formation nationale et ne seront plus à égalité devant leurs épreuves à l'examen !

La FSU est fermement attachée au principe d'égalité de notre école républicaine et revendique le maintien d'une grille horaire nationale pour toutes les filières professionnelles et le maintien des diplômes nationaux.

Ce projet constitue un recul sans précédent du service public d'Éducation. C'est l'abandon de toute ambition scolaire pour nos élèves. C'est aussi la transformation en profondeur du métier de PLP qui est en jeu.

Alors que la voie professionnelle publique et scolaire forme des jeunes à des métiers, elle muterait pour devenir une voie de formatage à l'employabilité. Les PLP, moins nombreuses et nombreux, ne seraient plus enseignant·es mais formateurs.

**Le SNUEP-FSU appelle les personnels
à se mobiliser massivement le mardi 18 octobre.
Cette journée de grève et de manifestations doit constituer le premier acte
de la mobilisation pour faire échec au projet d'E. Macron.
Le SNUEP-FSU appelle les PLP à poursuivre et amplifier ce combat !**

**Pour notre métier de PLP, pour l'avenir de la jeunesse
scolarisée en LP, sauvons les lycées pros !**